



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DCPI-BICPE - CB

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société VERHAEGHE
LA LYS, représentée par Maître Jérôme THEETTEN en sa qualité
de liquidateur judiciaire, de respecter les dispositions des
articles R512-39-1, R512-39-2 et R512-39-3 du Code de
l'Environnement pour son établissement situé à HALLUIN**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-8, L. 511-1, R.512-39-1, R.512-39-2 et R.512-39-3 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2000 accordant à la S.A. VERHAEGHE VANDEWYNCKELE l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'un atelier de teinture à HALLUIN ;

Vu la décision du tribunal de commerce de Lille Métropole, en date du 5 janvier 2015, ouvrant la procédure de liquidation judiciaire de la SARL VERHAEGHE LA LYS et désignant en qualité de liquidateur judiciaire Maître Jérôme THEETTEN ;

Vu le courrier du 10 février 2015 de l'inspection des installations classées rappelant à Maître Jérôme THEETTEN la procédure de cessation d'activité prévues aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3 du code de l'environnement ;

Vu le courrier du 19 février 2015 par lequel Maître Jérôme THEETTEN notifie à l'Inspection la cessation d'activité de la société VERHAEGHE LA LYS à la date du 5 janvier 2015 ;

Vu le courrier du 23 avril 2015 par lequel Maître Jérôme THEETTEN transmet des informations relatives à l'état du site exploité par la société VERHAEGHE LA LYS et informe de l'impécuniosité de la liquidation judiciaire ;

Vu le rapport en date du 23 novembre 2015 de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que la notification de mise à l'arrêt des activités réalisée par Maître THEETEN n'est pas recevable sur le fond et la forme ;

Considérant qu'aucun usage futur n'a été déterminé comme prévu à l'article R. 512-39-2 du code de l'Environnement ;

Considérant qu'il n'est pas possible d'estimer si le site de l'installation est dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ;

Considérant qu'aucune étude visant à réaliser une évaluation environnementale n'a été conduite sur le site d'exploitation de la société VERHAEGHE LA LYS ;

Considérant que l'exploitant n'a aucunement démontré l'absence d'impact du site de la société VERHAEGHE LA LYS sur les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'Environnement ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1 – Mise en demeure

La société VERHAEGHE LA LYS, ci après dénommée l'exploitant, sise 202 rue de la lys à HALLUIN, représentée par Maître Jérôme THEETEN est mise en demeure :

- dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article R. 512-39-1 du code de l'Environnement ;
- dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3 du Code de l'Environnement.

Article 2 – Sanction en cas de non-respect

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

Article 3 - Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 4 - Notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Monsieur le maire d'HALLUIN,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie d'HALLUIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le 23 DEC. 2015

Le préfet,

Pour le préfet,

~~Le Secrétaire Général Adjoint~~

Olivier GINEZ



